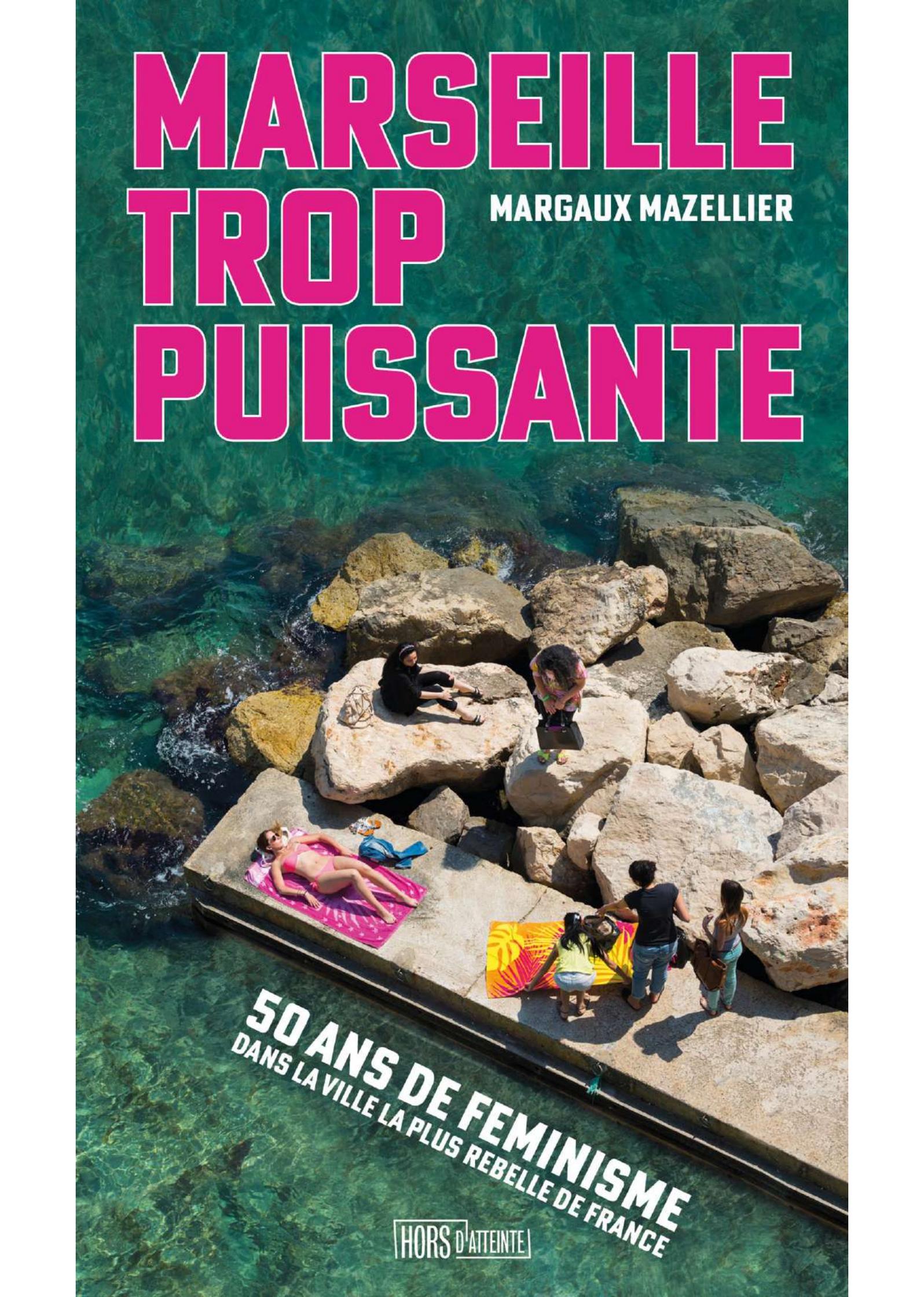


# MARSEILLE

# TROP

# PUISSANTE

MARGAUX MAZELLIER

An aerial photograph of a rocky pier extending into the sea. The water is a vibrant turquoise color. Several people are on the pier: a woman in a pink bikini lies on a pink towel; a woman in a black hijab sits on a rock; a woman in a colorful patterned top stands nearby; a man in a black t-shirt and a woman in a yellow top stand together; and another woman in a blue top stands further down. The pier is made of large, light-colored concrete blocks.

**50 ANS DE FEMINISME**  
DANS LA VILLE LA PLUS REBELLE DE FRANCE

HORS D'ATTEINTE

# **AVANT-PROPOS**

I. ANNÉES 1970

II. ANNÉES 1980-1990

III. ANNÉES 2000-2010

IV. APRÈS #METOO



«Je n'ai pas grand-chose à raconter.» Chaque fois que j'ai contacté une femme<sup>1</sup> pour lui demander si elle acceptait de témoigner pour ce livre, la réponse était presque toujours celle-ci. D'ailleurs, pour mener cette enquête, je ne suis partie de rien ou presque. Si quelques travaux universitaires ont déjà été réalisés<sup>2</sup>, peu de documentation ou d'archives nous renseignent sur l'histoire des féminismes à Marseille. On sait pourtant aujourd'hui combien ces luttes façonnent la ville et ses habitant.es. Alors où sont le récit de celles qui ont d'une façon ou d'une autre participé à l'émancipation des femmes à Marseille? Selon le sociologue transféministe Sam Bourcier, la raison est la suivante: le modèle archivistique, lui aussi, souffre du patriarcat<sup>3</sup>. Ne seraient archivés que les mouvements sociaux considérés comme intéressants: c'est-à-dire ceux des hommes blancs hétérosexuels et occidentaux. Au contraire, les luttes des femmes et des minorités de genre, d'autant plus à l'extérieur de Paris, sont décrédibilisées. Il apparaît aujourd'hui urgent de visibiliser l'héritage des luttes féministes. Laisser une trace pour transmettre nos récits et ainsi les inscrire dans un héritage de matrimoine militant. À travers cette galerie de portraits, je souhaite apporter ma pierre à l'édifice d'une histoire sans cesse effacée.

- 1 Le terme «femme» est ici à prendre en compte comme une catégorie sociale. Par femme, j'entends toutes les personnes sexisées qui se considèrent comme tel et les personnes non-binaire.s
- 2 Femmes à Marseille - Histoire, féminisme, politique (2016) dirigé par Geneviève Dermenjian, Renée Dray-Bensousan, Hélène Échinard, Eliane Richard ou encore le chapitre «Les féministes de la deuxième vague à Marseille» de «Marseille années 68» (2018) dirigé par Olivier Fillieule et Isabelle Sommier.
- 3 «Archives = vie. Une interview de Sam Bourcier» par Claire Corrion pour la revue n°57 de Censored

Vous trouverez ici, une vingtaine de portraits individuels et collectifs retraçant cinquante ans de féminismes à Marseille, de 1970 à nos jours. Elles ont entre 16 et 96 ans. Il y a celles qui parlent fort, celles qui ne font pas de bruit mais qui guérissent tous les maux, celles qui le font en hurlant, celles qui portent des tee-shirt léopard, celles qui sont tendres, celles qui sont épuisées par une vie de colère, celles qui ont le nez fracassé par les années de boxe, celles qui hurlent plus fort que les hommes au stade... Elles ne se connaissent pas forcément mais elles ont toutes au moins deux points communs : celui d'appartenir à une longue lignée de femmes puissantes qui se sont battues pour prendre leur place et d'être reliées à Marseille. Pourtant, on sait, et mes interviewées n'ont cessé de le répéter, cette ville est loin d'être féministe (comme le disait il y a quelques mois encore le maire de Marseille, Benoît Payant, lors des assises du féminisme 2022). Comme la ville, ces femmes sont des rebelles, des frondeuses. Marseille, parce qu'elle a souvent été à la marge de l'ordre établi, du bon goût, n'entre pas dans la norme. Parce que Marseille est une ville insoumise, ses habitant.es le sont aussi. Ce sont elles qui soignent, qui regroupent, qui demandent justice. Ce sont elles aussi qui, tous les jours, se battent pour occuper un espace public sexiste, pensé et occupé majoritairement par des hommes. Ce sont elles qui agissent comme toujours aux endroits oubliés des pouvoirs publics. Quand on connaît l'histoire de la ville, ses fractures urbaines et sociales, on ne peut que penser que ces femmes ont dû être deux fois plus puissantes qu'ailleurs.

Cet ouvrage n'est pas exhaustif. Il n'est pas neutre non plus. C'est une photo de groupe, prise à travers mon objectif, de ce que peuvent être les féminismes à Marseille. Pour faire un choix, j'ai choisi d'utiliser la technique narrative de la « chaîne humaine » : chaque personne interviewée, m'en recommande une autre, qui m'en recommande elle-même une autre et ainsi de suite... Je souhaite ainsi montrer que, contrairement à ce que l'on pense, les différentes générations féministes ne sont pas déconnectées. Au contraire, elles se nourrissent les unes des autres. Parfois sans même le savoir. Je pense par exemple aux collages de rues, devenus célèbres après #Metoo, et déjà pratiqués dans les années 1970 ou encore la non-mixité héritée du MLF, outil revendiqué aujourd'hui dans les luttes. Elle permet également de rendre compte de la complexité des trajectoires individuelles où les militantes circulent sans cesse d'un groupe à un autre au gré des rencontres amicales ou amoureuses. Mais cette chaîne humaine a parfois connu des limites montrant combien Marseille est morcelée et combien, même au sein des luttes les plus inclusives, l'entre-soi perdure.

A travers cet ouvrage, je souhaite mettre en avant toutes celles que l'on ne connaît pas. Qu'on ne voit pas. Pour que rassemblées ainsi, elles puissent faire groupe, au moins ici. Ce texte met en avant une histoire populaire et orale du féminisme marseillais. Il ne s'agit pas d'évoquer des figures marseillaises déjà célèbres (Désirée Clary ou Louise Michel...) mais plutôt de mettre en lumière des récits jusque-là invisibilisés. Raconter ces parcours de personnes sexisées qui n'ont pas « changé le cours de l'histoire avec un

grand H » avec un grand H, mais qui mis bout à bout ont œuvré, souvent dans l'ombre, à rendre Marseille plus vivable pour ses habitant.es. Les personnes et les démarches qui apparaissent dans le livre ne s'auto-définissent pas forcément comme féministes, je me permets de les identifier comme telles parce que je considère qu'iels s'insèrent dans la longue histoire de la lutte pour les droits et la dignité des personnes minorisées sur le plan du genre et de l'orientation sexuelle, et pour l'égalité. J'ai souhaité interroger ces différentes trajectoires féministes d'un point de vue intersectionnel, c'est-à-dire en prenant en compte les processus d'imbrication des différents rapports de pouvoir : discriminations de genre mais aussi de race, de classe ou encore de territoire. En effet, l'histoire féministe de Marseille ne peut pas être dissociée des luttes antiracistes, d'une part, son histoire migratoire la confrontant encore à un racisme post-colonial structurel (grande vague de violence de 1973 dans le sud de la France, crimes policiers des années 1990<sup>4</sup>) et anticapitalistes, d'autre part, Marseille étant l'une des villes françaises où les inégalités socio-économiques sont les plus marquées, constituant le terreau de la solidarité populaire et militante qui caractérise la ville encore aujourd'hui. Il en va de même pour les discriminations liées au territoire, la ville subissant depuis des années un phénomène de fragmentation urbaine<sup>5</sup>. À cela s'ajoute, plus généralement, le mépris dont Marseille est victime en tant que ville de province du sud de la France et tous les clichés

4 Cf «La race tue deux fois - Une histoire des crimes racistes en France (1970-2000) de Rachida Brahim

5 Coupure partielle ou absolue entre des parties de la ville, sur les plans social, économique et politique

que cet imaginaire génère (ex: la figure de la cagole). Il me semble aujourd'hui indispensable de raconter comment les luttes féministes ont façonné la ville autour des différentes expériences de l'oppression que peuvent vivre les habitant-es.

Rencontrer toutes ces personnes, recueillir leur témoignage, en essayant de les retranscrire du mieux que je pouvais a été un exercice à la fois puissant et douloureux. Pour la plupart, elles faisaient le récit de leur vie en entier pour la première fois. Se raconter, c'est exister. Se raconter, lorsque l'on est une femme ou une minorité de genre, c'est montrer combien cette existence est semée d'obstacles à surmonter. Certaines n'ont pas su retenir leurs larmes. D'autres s'y sont refusées. Mais toutes étaient émues. De parler, d'être entendue, de se retrouver. Écouter la vie des femmes (d'autant plus lorsque l'on en est une), c'est être prêt.es à entendre des violences et de la douleur étouffée. Mais c'est surtout admirer combien nous sommes puissantes et résilientes. Lorsque j'ai terminé d'écrire ce livre, une des interviewées m'a demandé «Tu es fière de ce que tu as fait?». J'ai répondu, hésitante, que telle ou telle chose aurait pu être améliorée. Elle m'a coupé tout de suite et m'a dit: «Tu peux être fière de ce que tu as fait. On doit toutes être fières de ce qu'on fait». Alors, je suis fière de vous présenter toutes ces marseillais.es trop puissantes.



AVANT-PROPOS

**I. ANNÉES 1970 :  
LA LIBÉRATION**

II. ANNÉES 1980-1990

III. ANNÉES 2000-2010

IV. APRÈS #METOO



**« QUAND TU PASSES PAR LE PLANNING FAMILIAL, TU DEVIENS QUELQU'UN D'AUTRE. ÉCOUTER LES FEMMES SANS LES JUGER, ÇA LIBÈRE LEUR PAROLE MAIS AUSSI LA NÔTRE. ÇA NOUS REND TOUTES PLUS FORTES. »**

JULIA MORANDY, 93 ANS ET SA PETITE-FILLE  
CAMILLE NOBLE, 34 ANS

« Ce soir, il y a des anciennes qui se sont battues toute leur vie. Mais je vois aussi des jeunes, qui pourraient être mes petites-filles [...] et qui poursuivent ce combat. Les jeunes qui êtes là, sachez que cette lutte est la vôtre. Elle est plus que jamais la vôtre. Ce n'est pas un combat qui a soixante ans, c'est un combat d'aujourd'hui. Alors, surtout, continuez ! » C'est par ces quelques mots que Michèle Trégan, présidente du Planning familial de Marseille de 2000 à 2004, clôture sa prise de parole lors de la soirée d'anniversaire des soixante ans de l'association. Accueillies dans la petite salle d'exposition montée pour l'occasion dans les locaux du Planning familial du III<sup>e</sup> arrondissement de Marseille, invité-es et nouvelles-aux ou ancien-nes salarié-es applaudissent vivement. Aux murs, des affiches revendiquant la légalisation de la contraception et de l'IVG; étalées sur les tables, des archives du *Torchon brûlé*, journal du Mouvement de libération des femmes (MLF)<sup>6</sup> et d'anciens fascicules

6 Fondé en 1970, le MLF est un mouvement féministe autonome et non-mixte créé dans le sillage de Mai 68 par un groupe de militant-es parmi lesquelles Antoinette Fouque ou Monique Wittig. Les principales revendications du MLF sont le droit de disposer de son corps, l'accès à la contraception, la dépénalisation de l'avortement, la lutte contre les violences sexuelles et la reconnaissance du viol comme crime.

du Planning familial : « Sexualité : les jeunes parlent », « Psychologie : “Il” attend un bébé », « Les jeunes et la contraception » ou encore « Un enfant quand je veux, si je veux ». Dans l’air, un mélange de nostalgie et d’angoisse. Si la lutte continue, comme l’affirme l’ancienne présidente, c’est parce que les victoires des anciennes sont malheureusement trop fragiles. Presque cinquante ans après la loi Veil, qui autorise l’avortement en France, le principe même de ce droit est remis en question. Accueils culpabilisants, centres IVG fermés ou injoignables, double clause de conscience<sup>7</sup>, imposition d’une méthode, loi non appliquée<sup>8</sup>... Les difficultés rencontrées par les femmes dans l’accès à l’avortement en France sont nombreuses. Sans compter la régression du droit à l’avortement hors de nos frontières, comme récemment aux États-Unis, en Pologne ou en Hongrie<sup>9</sup>.

C’est dans ce contexte tendu que le Planning familial de Marseille, premier acteur local des luttes sur la sexualité et la reproduction, créé en 1962, fête ses soixante ans. Au centre de la pièce, trois « vétérans » du Planning, Annette Guidi, Monique Blanc et Julia Morandy, sont installées sur des chaises rapportées *in extremis* par des salarié-es. Serrées les unes contre les autres, elles racontent les débuts de l’association et la

7 La loi française permet à tout médecin de refuser de pratiquer une IVG pour des raisons morales (religieuses ou politiques par exemple). On parle de double cause de conscience car elle vient s’ajouter à la clause de conscience générale dont dispose le corps médical.

8 Solène Cordier, « IVG : pourquoi la loi qui a allongé le délai légal pour avorter est difficilement appliquée », *Le Monde*, 17 novembre 2022.

9 Ce contexte a amené, le 7 octobre 2022, notamment la députée France insoumise à déposer une proposition de loi constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l’interruption volontaire de grossesse, donnant lieu à d’âpres et vifs débats à l’Assemblée nationale puis au Sénat.

place qu'elle a eue dans leurs vies. Quand vient son tour, la voix de Julia, conseillère conjugale au Planning familial pendant plus de vingt ans, se casse : « Je suis désolée, je suis un peu émue. Je voudrais citer Annie et Claire qui ont été les piliers du Planning durant vingt-cinq ans, qui nous ont formé·es et propulsé·es dans ce monde extraordinaire. » Ces femmes dont elle est restée très proche, m'explique-t-elle plus tard : « Lorsqu'on entre au Planning familial, on n'en ressort jamais seule. On y rencontre des femmes exceptionnelles qui deviennent des amies pour la vie. » Dans la pièce règne en effet une sororité évidente. Nouvelles et anciennes, même si elles n'ont jamais travaillé ensemble, sont épaules contre épaules et se lancent des sourires complices.

À la fin du discours de Julia, Claire Ricciardi, actuelle vice-présidente du Planning familial de Marseille, lance : « Je profite de l'occasion pour souligner que Camille Noble, la petite-fille de Julia, qui est là ce soir, a également suivi la formation de conseillère conjugale du Planning et travaille aujourd'hui à Solidarité femmes 13. » Les invité·es applaudissent chaleureusement tandis que Julia cherche sa petite-fille du regard. Camille, dans la salle voisine, se prépare avec les femmes de la chorale Les rascasses.

Plus tard dans la soirée, je rejoins Julia et Camille, soixante ans d'écart, qui discutent près du buffet. Je leur propose de les interviewer toutes les deux : rendez-vous dans l'appartement de Julia, près de la Timone. Quant à Camille, elle me glisse à l'oreille : « Ma grand-mère est incroyable mais, on ne va pas se mentir, entre son féminisme et le mien, il y a un monde ! »

Quand je la retrouve, comme la dernière fois, Julia est habillée tout en bleu – cheveux, eye-liner, chaussettes et chandail. «J'adore cette couleur. C'est une vraie obsession.» Derrière elle, son chat Nuage, aux poils longs et soyeux, se prélassse. Depuis la petite table autour de laquelle nous nous installons, on voit la Bonne Mère. «Tu vas voir, elle va bientôt s'éclairer. Ça fait des années que j'habite ici et je ne m'en suis jamais lassée!» Derrière Julia, dans un cadre posé contre un mur, le portrait d'une femme portant un imposant voile noir. «C'est ma grand-mère, Annonciade. Elle est belle, hein? C'est d'elle que tout part.»

Plus tard, en lisant son autobiographie autopubliée, *Appelez-moi Julia*, j'apprends qu'en 1882, Annonciade a fugué pour se marier avec l'homme qu'elle aimait et que ses parents lui refusaient. «Ma grand-mère était corse, comme mes parents, et je pense que mes origines ont joué un rôle dans mon opiniâtreté», reprend Julia, tandis que Camille prépare des toasts dans la cuisine. «Tiens, toi qui ne comprends pas pourquoi des femmes peuvent vouloir porter le voile, elle en porte bien un, elle!», lance-t-elle. Julia lève les yeux au ciel: «Mais ça n'a rien à voir!»

Comme me l'avait annoncé Camille lors de notre première rencontre, si son parcours semble similaire à celui de sa grand-mère, leurs idées divergent fortement. «Il y a des choses acquises dans les années 1970 qui font débat aujourd'hui. Et je comprends que ça fasse violence à celles qui ont lutté à l'époque», reconnaît Camille. Elle prend l'exemple de la pilule: «Aujourd'hui, on ne la propose plus systématiquement. Beaucoup de femmes de ma génération se tournent vers des méthodes plus naturelles, comme la symptothermie, qui consiste à observer sa

température tous les matins et la qualité de ses glaires cervicales pour connaître exactement le moment où on ovule et définir les périodes de fertilité. Il faut faire tout un tas de plannings et de calculs, c'est une vraie organisation! Je comprends que ça révolte les femmes de la génération de ma grand-mère. Mais je ne pense pas que ce soit un retour en arrière, il s'agit de préserver le maximum de possibilités, pour que chaque femme puisse choisir librement.»

«Des choix que nous vous avons apportés. Parce que toutes ces avancées ne se sont pas faites comme ça... On s'est battues!», rebondit Julia. Mais cette dernière finit toujours par approuver ce que dit sa petite-fille. Souvent, entre deux arguments, elle dit: «Je pense sûrement ça à cause de mon âge.» Comme si elle savait que, malgré son parcours, elle a encore beaucoup à apprendre. «Toutes ces récentes réflexions féministes, je les trouve vraiment importantes, même si je me sens parfois un peu dépassée. Ma génération a ouvert beaucoup de portes. On s'est libérées de tant de choses... C'est un peu comme si on avait ouvert la voie pour que ma petite-fille et les femmes de sa génération puissent en ouvrir beaucoup d'autres.»

Née à Perpignan en 1929, Julia a suivi ses parents en Chine, puis en Indochine: «Mon père était militaire de carrière et la France avait des comptoirs dans ces territoires, alors sous occupation française.» Elle y est éduquée par des religieuses. À sa sortie du couvent, elle a 15 ans: «J'ai découvert les garçons et c'était un feu d'artifice. Je tombais amoureuse sans arrêt et ma mère passait son temps à me priver de sorties.» Un an plus tard, la famille rentre en France et s'installe à Marseille. Julia entame alors des études

d'infirmière: «Au camp où nous avons passé notre dernière année, j'étais tombée folle amoureuse d'un jeune infirmier qui s'appelait Paul. Mes parents m'avaient bien sûr interdit de le retrouver, et j'ai décidé de faire des études d'infirmière pour pouvoir le rejoindre.» Quelque temps plus tard, Paul se rend à Marseille et Julia réalise qu'il ne lui plaît pas tant que ça. «Mais j'ai quand même terminé mes études d'infirmière», lance-t-elle. Elle raconte cette anecdote avec un sourire espiègle, sous le regard amusé de sa petite-fille, assise en tailleur sur le siège voisin.

C'est lors de ses premiers stages à l'hôpital de la Conception qu'elle est témoin de la difficulté pour les femmes d'accéder à la contraception et à l'IVG, l'une et l'autre n'étant pas encore autorisées en France. «Vous n'imaginez même pas le nombre de femmes que j'ai vues mourir du tétanos ou de septicémie parce qu'elles n'avaient pas pu avorter légalement...», se souvient-elle. Plus tard, alors qu'elle est âgée de 45 ans et qu'elle a déjà trois enfants, Julia Morandy tombe enceinte. «Je n'avais pas de moyen de contraception et même si la pilule était autorisée, elle n'était pas en vente libre. Il fallait la faire venir d'Angleterre, tout était compliqué et cher.» Pour Julia et son mari, impossible d'avoir un quatrième enfant. On est en 1975, la loi Veil légalisant l'avortement vient tout juste de passer; mais trouver un.e médecin qui le pratique demeure compliqué. En avril 1975, trois mois après le vote de la loi, seuls deux services hospitaliers acceptent de pratiquer des avortements à Marseille: à la Belle de Mai (huit par semaine) et à la Conception (dix)<sup>10</sup>.

10 Olivier Fillieule et Isabelle Sommier (dir.), «Les féministes de la deuxième vague à Marseille», *Marseille années 1968*, Presses de Sciences Po, 2018.

Un médecin généraliste finit par lui parler d'un groupe installé au 26, rue de Rome, qui oriente les femmes souhaitant avorter : il s'agit du Planning familial. Elle se rend dans ce petit appartement où elle est accueillie par Geneviève, une dame à «l'allure BCBG» qui lui donne le nom d'une gynécologue pratiquant des avortements à l'hôpital de la Conception : «La gynécologue était très bien et j'ai avorté dans les meilleures conditions qui soient.» Peu après, Julia retourne rue de Rome : «Dès que je suis entrée dans ce local, je me suis dit : c'est exactement ici qu'il faut que je sois. Je voulais aider d'autres femmes à mon tour.»

En mai 1975, le Planning familial déménage au 81, rue Sénac, dans le local du Centre d'orientation, de documentation et d'information des femmes (Codif)<sup>11</sup>, et y ouvre son premier centre d'orthogénie (planification et régulation des naissances) avec l'agrément du ministère de la Santé. En 1977, Julia devient l'une des premières animatrices du Planning à suivre une formation de trois ans pour devenir conseillère conjugale et familiale. Créée après le vote de la loi Veil en partenariat avec le Centre d'études féminines de l'université de Provence (Cefup)<sup>12</sup>, cette formation certifiante a pour but de professionnaliser les conseillères du Planning. Fonction qu'elle exercera pendant plus de vingt ans : «J'accueillais les femmes et je les écoutais. Souvent, elles venaient se renseigner sur la pilule et l'IVG, mais aussi nous parler

11 Créé en 1974 avec l'appui d'institutions locales, le Codif a pour principaux pôles d'action l'information et la formation professionnelle. C'est la première structure de ce type en France.

12 Créé par l'historienne Yvonne Knibiehler, ce centre est le premier groupe universitaire féministe de France.

de leurs problèmes sexuels ou des violences qu'elles pouvaient subir. Je les conseillais et je les orientais.» Cette expérience a changé sa vie : « Quand tu passes par le Planning, tu deviens quelqu'un d'autre. Écouter les femmes sans les juger, ça libère leur parole, mais aussi la nôtre. Ça nous rend toutes plus fortes. » Julia se souvient aussi des trajets en train vers Paris pour manifester pour la légalisation de l'avortement : « On descendait à toutes les gares entre Marseille et Paris et on criait : "Un enfant si je veux, quand je veux !" C'étaient des moments vraiment puissants. Quand on est seule, on a peur. Être en groupe, ça donne de la force. Et l'envie de déconstruire, encore et encore. »

Dans les années 1980, Julia se rend régulièrement à la prison des femmes des Baumettes avec le Planning, pour y animer des groupes de parole : « On parlait de sexualité, de leurs accouchements et de leurs IVG, mais aussi de leur rapport à la maternité et à la séduction en prison... C'était très riche. » Quelque chose la choque : « Quand une femme arrive en prison enceinte, elles peut décider de faire une IVG ou de le garder. Mais, au bout de dix-huit mois, on lui retire son bébé. C'est tellement violent. » Elle décide, par le biais du Planning, de créer le premier relais parents-enfants à Marseille. Plusieurs fois par semaine, elle accompagne grâce à ce dispositif des enfants placés pour rendre visite à leur mère aux Baumettes. Elle se souvient d'avoir vécu les pires moments de sa vie : « C'était très dur de les séparer à nouveau de leur mère après les deux heures passées ensemble. Mais je crois que ça rendait à tout le monde un peu de dignité. » De ces huit années, Julia retient une chose : « Les femmes ne décrochent jamais de leur statut de

femmes. Encore moins en prison. Elles savent tout ce qui les attend dehors : des maris qui, la plupart du temps, ont déserté et des enfants sur les bras.»

En parallèle, les choses continuent d'évoluer à l'extérieur. Petit à petit, les médecins se mettent à prescrire la pilule et des services d'IVG sont créés à Marseille. «Les femmes commencent à avoir une meilleure connaissance de leur corps et, surtout, prennent conscience qu'elles peuvent en disposer plus librement. Jusque-là, c'étaient des sujets très tabous au sein des familles.» Julia se tourne vers sa petite-fille : «Toi, par exemple, ta mère, elle t'a parlé de tout ça ?» Camille, les joues un peu rouges, répond : «Vaguement.» Je lui demande si, dans son enfance, sa grand-mère lui a fait le récit de son engagement avec le Planning familial. Même réponse : «Vaguement.» Elles se regardent du coin de l'œil, à la fois gênées et complices.

Des années plus tard, Camille a elle aussi fait une IVG à l'hôpital de la Conception. «Il y a maintenant un service dédié. Mais il se trouve dans un recoin sombre de l'hôpital, derrière les poubelles. Tout le monde tire la tronche et le médecin te fait quand même bien culpabiliser. Encore aujourd'hui, tu as l'impression que tu fais un truc pas bien», se rappelle-t-elle. Avant d'ajouter : «D'ailleurs, ça s'appelle la Conception, c'est étrange.» Elles rient toutes les deux. «Ça n'a pas beaucoup changé, en fait, entre ton époque et la mienne», se désole Julia.

Camille, raconte qu'elle n'est pas entrée dans le féminisme par «la même porte». D'ailleurs, elle n'en a jamais vraiment parlé avec sa mère : «Il n'y a pas vraiment eu de transmission. Pour ma mère, le fait

que ma grand-mère soit sa mère et qu'elle soit originale n'était pas évident. Ma mère est une femme émancipée et indépendante affectivement, mais ce ne sont pas des luttes qu'elle a menées.» Adolescente, ce qui porte Camille, c'est d'abord la lutte contre l'injustice sociale et économique en général. Le féminisme est venu bien plus tard, à 30 ans. Adolescente et jeune adulte, elle est très active dans les milieux alternatifs : «J'étais dans le *black bloc* en manif, je vivais dans des squats et je traînais dans des milieux culturels punk à Lyon. Ces années m'ont abîmée, j'avais l'impression que je plaçais mon engagement au mauvais endroit. Ensuite, j'ai fait du bénévolat dans différentes associations.» C'est ainsi qu'un jour, alors qu'elle tient un stand de sensibilisation au consentement pour le Planning familial à la fac d'Aix-en-Provence, elle rencontre une conseillère conjugale et familiale du Planning. «Elle m'a éblouie. Sa façon de s'adresser et d'écouter les étudiant-es avec humilité, malgré tout son savoir, sa posture au service de l'autre, jamais surplombante... Je me suis dit, je veux faire ce métier.»

Elle entame alors la même formation que Julia. Camille se souvient du jour où elle l'a annoncé à sa grand-mère : «Elle m'a dit : tiens, tu fais comme ta grand-mère. C'est seulement à ce moment-là que j'ai réalisé. Je ne m'en étais pas rendu compte avant puisqu'on n'en avait jamais vraiment parlé.» Elle reprend : «Avec cette formation, le Planning a voulu professionnaliser des compétences qu'ont la plupart des personnes socialisées comme femmes : l'écoute, l'humilité, l'empathie... C'est un moyen de payer des femmes pour ce qu'elles font bénévolement dans leur vie de tous les jours. Ma grand-mère a été l'une des premières conseillères à être salariée.» Julia ac-

quiesce : « Je ne gagnais que 700 francs par mois<sup>13</sup>, mais tout de même. » Après de très longues années de lutte, en 2021, le Planning a réussi à faire entrer cette formation au répertoire national des certifications professionnelles.

Pour autant, Camille ne se considère alors pas encore comme féministe. « Je pense même que j'étais très sexiste. J'ai grandi avec un père très charismatique, c'était la figure forte de la famille ; et j'ai deux grands frères. Pour exister et être reconnue, il fallait avoir des attributs masculins : être sportif, brillant intellectuellement, aller vite. Mais, à la fin de la journée, je restais une fille. Pendant longtemps, j'ai dévalorisé les attributs féminins en mettant aussi de côté les violences que je vivais en tant que femme. » C'est grâce à la formation du Planning familial et, plus particulièrement, à son approche intersectionnelle, à la croisée de différentes oppressions, que Camille développe une conscience féministe. Pour elle, l'écoute active enseignée au Planning a été une révélation : « Lorsqu'on reçoit une femme de 15 ans qui vit en foyer et nous dit qu'elle veut garder son enfant, on pense tout de suite : il faut avorter. Mais notre seul but en tant que conseillère, c'est de rendre les femmes actrices de leurs choix. Je ne suis pas féministe parce que je dis "il faut faire ci", "il faut penser cela". Je suis féministe parce que je participe, à ma petite échelle, à rendre à ces femmes un pouvoir sur leur vie. »

Une technique qu'elle s'est ensuite appliquée à elle-même : « Quand je vivais à Lyon, j'ai subi un viol conjugal. Ces souvenirs ont ressurgi pendant la formation et j'ai décidé d'écrire mon récit et de le dif-

13 Soit environ 300 euros.

fuser à mon groupe d'amis de l'époque.» Elle réussit même à convaincre l'un d'eux de faire une médiation entre son ancien compagnon et elle, dans une perspective de justice réparatrice<sup>14</sup>, notion enseignée au Planning. La médiation a représenté un tel soulagement pour Camille qu'elle a réalisé une brochure<sup>15</sup> sur partager son expérience. «De la même manière, j'ai vécu un accouchement très traumatique : une césarienne sans anesthésie. Là aussi, j'ai écrit mon récit et je suis allée confronter les professionnels de santé présents ce jour-là. J'ai réussi à obtenir une médiation institutionnelle avec l'hôpital.»

Julia, visiblement émue par le récit de sa petite-fille, renchérit tout de suite : «Mon engagement féministe a également bouleversé ma vie. Ces vingt ans au Planning, c'étaient vingt ans de thérapie. Quand on fait le Planning, on n'a plus peur des mots. On ose tout!» D'ailleurs, Julia affirme que si elle est désormais conteuse, c'est aussi grâce à cette expérience. Avec son association Paroles et merveilles, elle raconte des histoires dans des lieux partout en France, allant de la crèche à l'Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). Elle est même devenue formatrice et a formé plus de quatre cents conteur·euses. Camille se souvient : «J'ai grandi avec les contes de ma grand-mère. Ça m'a marquée même si, pour moi, la majorité des histoires sont calquées sur le modèle patriarcal. C'est hétéronormé.» Piquée, Julia rétorque : «Tu rigoles!

14 La justice réparatrice ou restaurative est un processus qui consiste à faire dialoguer, avec l'aide d'un médiateur neutre, une victime et l'auteur d'une infraction ou toute personne concernée, dans le but d'aider la victime à se reconstruire et de responsabiliser l'auteur·rice de l'infraction.

15 «Une forme de justice. Récit d'une médiation.» Contact : justiceovale@riseup.net.

Il y a des femmes dans certains contes qui sont très puissantes!» Camille, qui ne ménage pas sa grand-mère, répond : «Elles finissent quand même toujours par tomber amoureuses d'un vieux mec nul qui passe par là et avoir des enfants avec lui.» Julia hausse les épaules.

Comme sa grand-mère, Camille semble n'avoir plus peur de rien et multiplie les actions. Elle a intégré la chorale féministe non mixte Les rascasses, citée plus haut : «J'adore chanter, mais j'ai toujours pensé que c'était un "truc de fille", donc pas légitime. Avec la chorale, on chante des chants forts comme *La Lega*, un chant de lutte des paysannes de la région de Padoue, en Italie; *Penn Sardin*, qui raconte la grève des sardinières des conserveries de Douarnenez en 1924, ou encore des textes d'Anne Sylvestre. On chante dans la rue, à la Plaine, au parc Longchamp, en manif. Le but est de prendre de la place et de faire porter nos voix dans l'espace public. Chanter dans l'espace public rend tellement puissante», raconte-t-elle. Elle vient également d'intégrer le collectif marseillais Familles terribles, dont on émergé deux cercles de parole et qui a pour objectif de réfléchir aux parentalités féministes.

Avant de partir, je demande à Julia si elle se souvient des noms des jeunes femmes qui l'ont accueillie rue de Rome en 1975. «Il me semble que c'étaient pour la plupart des femmes qui militaient pour le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (Mlac) avant la promulgation de la loi Veil», me répond-elle, avant de lancer : «Tu devrais demander à Claire Ricciardi, l'actuelle présidente du Planning. Ce sont des femmes de sa génération, elle devrait en savoir plus.»



**« AVEC LE MOUVEMENT POUR LA LIBERTÉ DE L'AVORTEMENT ET DE LA CONTRACEPTION (MLAC), ON AVAIT LE SENTIMENT DE REPRENDRE POSSESSION DE NOTRE CORPS ET DE ROMPRE LA CHAÎNE DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES PENDANT DES SIÈCLES. »**

MARIE-CLAUDE TORDO, 70 ANS

Le lendemain, Claire Ricciardi, recommandée par Julia Morandy, me conseille de contacter Marie-Claude Tordo: « On travaillait toutes les trois comme infirmières au centre hospitalier universitaire (CHU) de la Timone et à l'hôpital Nord, au milieu des années 1970 pendant nos études de médecine. On s'est rencontrées grâce à Révolution!, un groupe d'extrême gauche de tendance trotskiste », m'explique-t-elle.

De nombreuses femmes rejoignent le Mlac à travers ce groupe. Créé au niveau national en avril 1973 et presque aussitôt implanté à Marseille, celui-ci, composé de médecins et d'infirmières, femmes et hommes, milite pour légaliser l'IVG en France. Légale, l'association menait par ailleurs des pratiques clandestines et procédait notamment à des avortements en utilisant une nouvelle méthode par aspiration, sûre et simple, qui ne nécessitait pas d'anesthésie, dite « méthode Karman ». À Marseille, le premier avortement par aspiration est réalisé à la cité Saint-Jean-du-Désert (XII<sup>e</sup> arrondissement) dans l'appartement d'une certaine Isabelle, elle aussi militante de Révolution! et étudiante en médecine<sup>16</sup>.

16 Olivier Fillieule et Isabelle Sommier, « Les féministes de la deuxième vague à Marseille », *op. cit.*

Un samedi midi lumineux du mois de décembre 2022, j'arrive ainsi chez un couple d'anciennes camarades de Marie-Claude, dans un petit village du Gard situé à quelques kilomètres de Nîmes. Marie-Claude, qui vit aujourd'hui à Nîmes même, nous rejoint en compagnie d'une troisième compagne de lutte : « Nos chemins se sont séparés, mais nous nous sommes souvent retrouvées et jamais perdues de vue. » Elles se serrent toutes dans les bras et, très vite, se remémorent leurs années militantes. « On était dans la cellule santé de Révolution ! Il n'y avait que des femmes : Agentes de service hospitalier (ASH), infirmières, aides-soignantes... Très vite, dans notre pratique professionnelle, on a compris qu'il y avait d'un côté les hommes médecins qui dirigeaient et, de l'autre, les femmes infirmières qui soignaient les corps et les esprits et subissaient les ordres. Je pense que c'est à ce moment-là que notre conscience féministe est née », se souvient Marie-Claude.

Avec d'autres femmes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR)<sup>17</sup>, elles lancent le Groupe femmes de la Plaine dès 1974. Ce groupe de parole continuera d'exister jusqu'au début des années 1980, coordonné en grande partie par la militante féministe Irène Chalchitis. Leurs réunions se tenaient dans les appartements des unes et des autres. « Tout à coup, on formait un autre collectif que celui de la lutte des classes. Il y avait ce côté plus intime où on pouvait parler de nos vies de femmes : la double

17 La Ligue communiste révolutionnaire est un parti politique français d'extrême gauche, d'abord connu sous le nom de Ligue communiste de 1969 à 1973, puis de Front communiste révolutionnaire en 1974, avant de devenir la LCR la même année. Après l'élection présidentielle de 2007, la LCR se lance dans un processus qui conduit à la création du Nouveau parti anticapitaliste (NPA).

journée, la sexualité, la contraception...», raconte Marie-Claude. C'est là qu'elles rencontrent des militantes du Mlac, qu'elles rejoignent. «C'était un réseau entièrement informel. Tout se passait dans des appartements privés et les informations ne circulaient que par le bouche-à-oreille, par l'entremise du Planning familial ou de la Librairie des femmes<sup>18</sup> de Marseille. On recevait les femmes qui souhaitaient avorter, on faisait des entretiens préalables collectifs avec elles pour qu'elles s'expriment et posent toutes leurs questions. Puis on passait dans la pièce à côté pour procéder à l'avortement par aspiration», se souvient Marie-Claude, qui pratiquait elle-même les IVG après que Régine Sellier, médecin et militante féministe, lui a transmis la technique. Elle ferme les yeux en ajoutant: «Des années plus tard, je me souviens de la sensation de la canule au fond de l'utérus lorsqu'il est vidé.»

Mais ce qu'elle se rappelle surtout, c'est comment les femmes, à travers cette expérience, se ré-approprièrent leur corps. La méthode Karman permettait en effet de transformer l'avortement en un acte anodin, sans dommage pour la santé et, surtout, ne nécessitant pas de cadre hospitalier. Elle pouvait même être réalisée par des non-médecins. «L'idée, c'était de mettre à disposition des femmes toutes les connaissances qu'on avait en tant que professionnelles de santé, pour qu'elles puissent se les approprier. Il y avait une sorte de transversalité. Et la méthode, parce qu'elle était simple, rendait le moment moins trau-

18 La Librairie des femmes de Marseille ouvre en juin 1976 au 35, rue Pavillon, dans le sillon de la maison d'édition Des femmes, lancée en 1974 à l'initiative de militantes proches du courant Psychanalyse et politique emmené par Antoinette Fouque. Une librairie Des femmes existe encore aujourd'hui à Paris, au 33-35, rue Jacob, dans le V<sup>e</sup> arrondissement.

matissant. Quand j'y repense, je n'en ai pas du tout un souvenir glauque, au contraire : c'était un moment chaleureux entre nous. On se sentait connectées. On pensait à nos mères qui avaient peut-être dû avorter seules avec leur aiguille à tricoter et je crois qu'on avait le sentiment de rompre la chaîne de violences faites aux femmes pendant des siècles. On pouvait se réapproprier ce geste de façon bienveillante, dans la douceur et l'entraide », raconte Marie-Claude. Avant d'ajouter, émue : « Je ne réalise qu'aujourd'hui à quel point c'était puissant. »

En janvier 1975, la loi Veil est adoptée à titre provisoire. Si, à Aix-en-Provence, le Mlac continue de pratiquer des avortements par aspiration en revendiquant l'autonomie des femmes vis-à-vis de leur santé gynécologique, le Mlac-Marseille décide de cesser les avortements clandestins. Certaines militantes rejoignent le Planning familial, qui conserve une dimension militante ; d'autres poursuivent la mobilisation pour l'ouverture de centres IVG à Marseille. Ce n'est qu'en janvier 1976 que le gynécologue Denis Duprez, qui a joué un rôle très important dans les débuts du mouvement à Marseille, se voit confier la direction d'un centre à l'hôpital de la Timone, où Marie-Claude fait partie des premières infirmières embauchées. « On nous a recrutées par les réseaux du Mlac, certes parce qu'on était déjà formées, mais surtout parce qu'on était engagées. Bien que la pratique soit devenue légale, tous les médecins et infirmières n'étaient pas prêts. L'avortement n'était pas encore banalisé, il ne faut pas oublier qu'on sortait tout juste de la clandestinité », rappelle Marie-Claude. Pour elle, participer à la mise en place de ce lieu représente une vraie victoire : « L'IVG était enfin pratiquée dans

un cadre médicalisé et propre, avec la garantie qu'en cas de complication, il y aurait un anesthésiste, un gynécologue et un psychologue. Quand on revient de siècles de boucherie sur le corps des femmes, ce n'est pas rien.»

Les infirmières qui arrivent au centre IVG sont fortes de leur expérience au Mlac et bien décidées à continuer de rendre aux femmes du pouvoir sur leur corps. C'est pourquoi, dès leur arrivée, elles proposent à Denis Duprez de mettre en place des «salles d'attente collectives», sur le modèle des entretiens collectifs qu'elles menaient avant de procéder aux avortements avec le Mlac. «Ces temps permettaient vraiment de libérer la parole et de créer du lien entre les femmes. On a voulu reprendre ça au centre pour ne pas retomber dans les écueils sexistes qu'on avait pu observer dans les services où on travaillait avant. Dans ces “salles d'attente collectives”, on commençait par parler de l'IVG et de la contraception en général, puis on laissait la parole circuler entre celles qui venaient avorter, celles qui l'avaient fait et celles qui hésitaient encore», explique l'une d'elles. Si cette pratique n'existe plus aujourd'hui, elles affirment qu'elle a été maintenue pendant plusieurs années et a eu un effet très positif sur les patientes.

Marie-Claude se réjouit que l'IVG devienne un «acte médicalisé», mais d'autres militantes du Mlac considèrent au contraire que la loi demeure incomplète et qu'elle retire le droit de chacune de maîtriser son propre corps et un savoir-faire abandonné aux médecins. Certaines décident ainsi de poursuivre, en dehors d'un cadre médical, une pratique collective d'avortements à domicile. En 1977, à la suite d'un avortement ayant mis en danger la vie d'une mi-

neure, Chantal, son père porte plainte contre le Mlac d'Aix-en-Provence. Six militantes sont jugées pour tentative d'avortement et exercice illégal de la médecine<sup>19</sup>. Lors de ce procès, les prévenues revendiquent une responsabilité collective<sup>20</sup>, cherchent à dénoncer les carences de la loi Veil (qui exclut notamment les étrangères et les immigrées, les femmes « hors délai », les mineures, les pauvres...) et défendent la pratique des avortements militants non médicalisés entre femmes non médecins (voir p. XXX).

À la fin des années 1970, Marie-Claude découvre Psychanalyse et politique, une tendance du Mouvement de libération des femmes (MLF) portée par Antoinette Fouque, psychanalyste et femme de lettres : « Tout était regroupé : l'aspect psychologique, le côté politique et surtout le féminisme. Ça a été un vrai tournant pour moi ! », se souvient Marie-Claude. À Marseille, l'implantation du mouvement doit beaucoup à la Librairie des femmes : « On a lu tous les livres de la librairie et ceux de la maison d'édition Des femmes ! », lancent-elles avant d'énumérer les autrices qui ont « changé leur vie » : Anaïs Nin, Asia Djebar, Hélène Cixous... C'est dans cette même librairie que les militantes se regroupent à l'occasion de rencontres ou pour préparer les départs en manifestation.

Marie-Claude me tend un ouvrage épais à la couverture vert et bleu, où des militantes à la mine

19 Lucile Ruault, « Une fête pour l'avortement libre. La mobilisation autour du procès des militantes du Mlac d'Aix (1976-1977) », *Genèses*, 2017/2, n° 107, p. 32-55.

20 Bibia Pavard, « Genre et militantisme dans le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception. Pratique des avortements (1973-1979) », *Clio*, n° 29, 2009, p. 79-96.

féroce et réjouie crient des slogans: *Génération MLF*<sup>21</sup>. À l'intérieur, des photos de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1980 à Marseille, où je reconnais Marie-Claude: «J'étais enceinte. Je n'avais pas prévu d'avoir un enfant à ce moment-là et la question de l'avortement s'est posée. Mais j'ai finalement décidé de le garder et de l'élever sans son père. J'ai fait mon fils avec le MLF», s'amuse-t-elle. Derrière elle, une grande banderole: «Vive l'indépendance économique, politique et érotique des femmes». À la page suivante, des militantes du MLF participent à une manifestation pour la liberté de l'homosexualité, le 31 mai de la même année.

Elles tournent vivement les pages de l'ouvrage, s'arrêtant de temps à autre sur une photo: «Vous vous rappelez ces fêtes incroyables qu'on faisait quand on montait à Paris pour les manifestations? Antoinette Fouque réservait des péniches et on passait la soirée uniquement entre femmes à danser, parler, rire...» Une autre lance, joueuse: «Et faire l'amour.» Marie-Claude acquiesce: «Pendant ces années-là, on n'était qu'entre femmes. On ne vivait plus pour ou sous le regard de l'homme. Quand je militais avec l'extrême gauche, mon corps de femme n'existait pas. C'était "ton corps, toi-même". Une libération.» Elles se souviennent avec beaucoup d'émotion de ces moments de militantisme et d'amitié mais, très vite, Marie-Claude nuance: «À Psychépo, il y avait un rapport de hiérarchie entre Paris et Marseille. Les têtes pensantes étaient à Paris et les relais, marseillais. Il fallait diffuser l'idéologie de Psychépo, point. Finalement, on retrouvait le système de domination

21 Antoinette Fouque (dir.), *Génération MLF: 1968-2008*, Éditions des femmes, 2008.

qu'on cherchait à fuir dans les milieux mixtes.» Dans *Génération MLF*, la militante féministe Gabrielle Freze, dite Gaby, raconte les débuts du mouvement Psychépo à Marseille, né notamment de la «Rencontre des femmes du Sud» en 1973 où il était question de l'autonomie et de l'indépendance des militantes marseillaises dans cette tendance perçue par certaines comme une ingérence parisienne.

Selon elles, c'est aussi grâce à ce mouvement qu'elles ont décidé de reprendre leurs études de médecine: «Je me sentais plus forte. Je m'envisageais enfin comme médecin tout en étant femme et je voulais enfin pratiquer la médecine qui me semblait la bonne», explique Marie-Claude. En 1981, elle quitte le centre IVG et reprend ses études pour devenir médecin généraliste. Comme de nombreuses militantes à cette époque, Marie-Claude s'éloigne du militantisme et se recentre sur sa vie personnelle. Elle poursuit son engagement avec Aides dans les années 1990 et, aujourd'hui, auprès de l'association Ados sans frontière, qui vient en aide aux mineurs non accompagnés dans le Gard. C'est sa fille cadette, militante féministe et queer âgée de 27 ans, qui l'a récemment rappelée à ces années: «Quand on milite entre femmes, on garde ce sentiment de puissance né du collectif. Je suis forte et toutes les femmes autour de moi le sont aussi, même lorsqu'on est opprimées. Cette force est en nous et on peut toujours la retrouver. Ma fille m'aide aujourd'hui à m'en souvenir.»